

## Vos finances: Une «bataille importante» pour les retraités

Gérard Bérubé

Le Devoir, Édition du lundi 3 novembre 2003

Les retraités constatent l'effritement de la belle unanimité libérale derrière leurs revendications sur la paternité des surplus dans les régimes de pension. Leur espoir ne repose plus, désormais, que sur la détermination de l'adjoint parlementaire du premier ministre. Il ne compte plus que sur sa capacité à aller de l'avant dans la reconnaissance des droits des retraités malgré la réticence de deux ministres et les recommandations défavorables de la Régie des rentes du Québec.

Henri-François Gauthrin, adjoint parlementaire du premier ministre, ira de l'avant. «C'est une bataille importante», a-il martelé. Le député de Verdun affirme qu'il a l'appui du caucus. Mais il y a les hésitations de Claude Bécharde et de Michel Després, respectivement ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille et ministre du Travail, qui s'inspirent des recommandations de la Régie des rentes du Québec défavorables aux modifications que M. Gauthrin aimerait enchâsser dans la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Il y a opposition, au sein même du conseil des ministres. «Il y a des éléments de résistance parmi mes collègues. Des éléments qui nécessitent un effort de conviction. C'est ce que j'ai fait», a-t-il souligné.

Lorsqu'il se retrouvait dans l'opposition M. Gauthrin a mené à bout de bras la bataille des retraités visant à faire reconnaître leurs droits sur leur quote-part des surplus des caisses de retraite et sur leur utilisation.

Cet appui a été formalisé en mai 2001 par le dépôt d'un projet de loi symbolique (le projet de loi 193) venant cimenter les engagements des libéraux dans cet exercice engagé un an plus tôt par le ministre André Boisclair et venant modifier la loi sur les régimes complémentaires de retraite.

Mais l'engagement libéral, soumis à l'examen de la Régie des rentes du Québec, s'est effrité depuis.

Henri-François Gauthrin n'entend pas se laisser découragé par ce manque d'appui. «Le projet de loi (193) sera redéposé. Je dois passer devant le comité de législation, mercredi prochain, et je devrai probablement apporter des modifications, mais il sera redéposé. C'est une question de jours, sinon de quelques semaines. Nous sommes sur la bonne voie», a-t-il insisté. Essentiellement, il défend l'idée que la loi soit amendée ou modifiée de manière à accorder un mécanisme de consultation obligatoire donnant aux retraités et aux

employés non syndiqués voix au chapitre quant à l'utilisation de leur quote-part des surplus.

À l'heure actuelle, ce droit est inexistant. Il est subordonné à une entente patronale-syndicale.

Chez les retraités on entend maintenir la pression. La Fédération des Associations de retraités du Québec convoque retraités et aînés à une grande assemblée publique d'Information, le 18 novembre prochain.

L'invitation est faite au premier ministre de prendre place sur cette tribune.